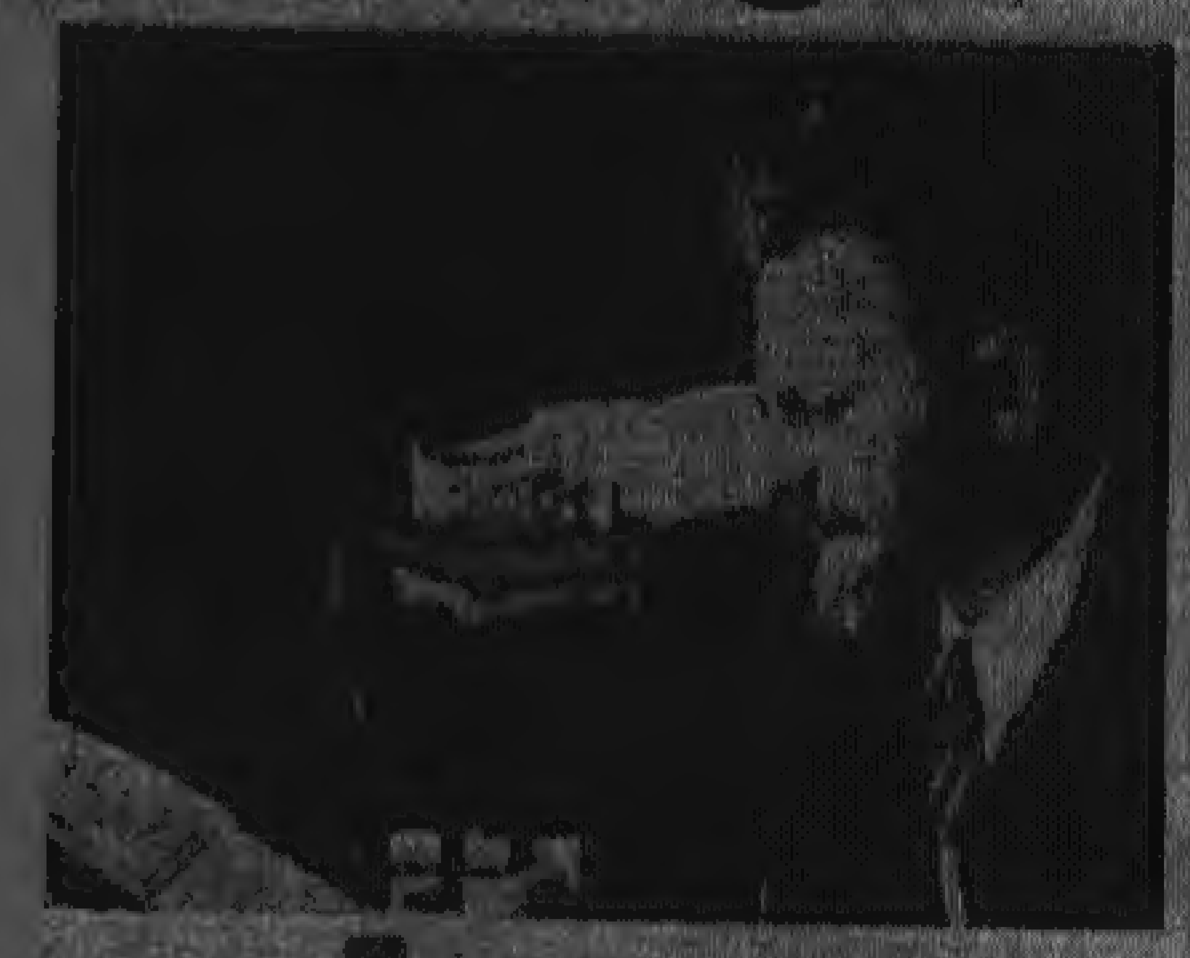


ÉDITIONS
D'AVANT-GARDE
226 est rue Ste-Catherine Montréal 129
Tél: 861-3018

.20

Léon Trotsky



sur les syndicats

Introduction

Le texte de Léon Trotsky -- dirigeant, avec Lénine, de la révolution russe en 1917 -- que nous publions ici, se trouvait sur son bureau au Mexique lors de son assassinat en 1940. Bien qu'il ne s'agisse que d'un brouillon inachevé d'un article sur les caractéristiques générales du mouvement syndical de l'époque que nous vivons, celle de la décadence impérialiste, il constitue néanmoins une analyse des plus pénétrantes des rapports Etats-syndicats.

A cause de la centralisation et de la concentration sans précédent du capitalisme et du rôle énorme que joue maintenant l'Etat, à cause du fait que "le capitalisme monopolisateur n'est plus basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central" intimement lié au pouvoir de l'Etat capitaliste, la classe dirigeante capitaliste, par l'entremise de son Etat, exige l'intégration et la soumission des syndicats à son pouvoir.

La haute direction syndicale québécoise est sur des positions réformistes basées sur l'adaptation à la propriété privée. Elle voit comme stratégie la nécessité de s'adapter à l'Etat et de coopérer avec lui. Elle tente de libérer l'Etat de l'emprise des monopoles en l'attirant de son côté. C'est pourquoi les dirigeants syndicaux proposent un appui officieux ou officiel aux partis politiques bourgeois comme le Parti Libéral dans les années 60 ou le Parti Québécois aujourd'hui. Au lieu de lancer un parti des travailleurs, ils préfèrent essayer de civiliser des partis capitalistes et de contrebalancer l'influence des monopoles sur l'Etat.

L'influence de l'Etat dans les affaires internes des syndicats est l'autre côté de la médaille de cette stratégie réformiste. La Commission Cliche mise sur pied par le gouvernement québécois en 1974 en est un exemple frappant. Cette commission d'enquête gouvernementale devait supposément enquêter sur "l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction" et devait être dirigée contre le contrôle de la "pègre" sur les syndicats ouvriers.

Cette commission a été appuyé par la majorité des dirigeants syndicaux. Non seulement l'Etat capitaliste a pu faire une propagande massive contre les organisations syndicales, mais il a aussi mis en vigueur deux lois anti-ouvrières qui lui donnaient le contrôle sur la vie interne des syndicats. Le mouvement ouvrier n'a pas pu riposter à cette ingérence de l'Etat à cause de l'appui accordé par les directions syndicales.

Trotsky oppose à la stratégie réformiste, des mots d'ordre pour la lutte contre la bourgeoisie et contre le régime régnant dans les syndicats eux-mêmes, mots d'ordre qui ont une actualité brûlante au Québec: "complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis l'Etat capitaliste" et "démocratie dans les syndicats".

Ces mots d'ordre signifient la "lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées" et non en organes des bureaucrates syndicalistes privilégiés. La lutte pour défendre les intérêts des travailleurs passe nécessairement par la bataille pour l'indépendance syndicale et politique du mouvement ouvrier face aux partis bourgeois et à l'Etat capitaliste.

Toute citation du "programme transitoire adopté par le dernier congrès de la IVième Internationale..." se réfère au texte de Léon Trotsky intitulé "L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale", adopté en 1938 par le congrès de fondation de la IVième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste dont la section officielle au Canada est constituée par la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action.

Richard Poulin
Le 30 janvier 1976

Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme

« Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats patronaux, des consortiums bancaires, etc., contrôlent

la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'Etat, et à chaque instant ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndicats — dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes, c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat « démocratique » combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire le besoin de liens directs journaliers et pratiques entre les magnats du capitalisme et les gouvernements qui, en fait, dépendent d'eux, — les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux.

Puisque le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie travailliste, celle-ci sollicite le soutien des gouvernements coloniaux et semi-coloniaux, comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres. Ceci constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies et en général dans les pays « arriérés ». Ceci constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, assumé un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, avec le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale et économique. Mais dans la mesure où le capitalisme étranger domine l'Etat national et dans la mesure où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

mot d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semble facile, à première vue, de retirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux jours,

quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparait. Cependant, une telle position serait fondamentalement fausse. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls désirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie ; cela s'applique également aux syndicats dont toute la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes, il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal et conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : **complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.** Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Le second mot d'ordre est : **démocratie dans les syndicats.** Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme concurrentiel, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instrument secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémadiablement chose passée et morte avec la libre « démocratie » bourgeoise.

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant et devient dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés n'est pas joué par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au développement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de montrer de la résistance au capital étranger est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable, et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapar...iste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Ceci également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'Etat ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'Etat est dicté par deux tâches qui s'affrontent : premièrement se rapprocher de la classe travailleuse toute entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme ; deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie. »

le capitalisme monopoliste et les syndicats

« Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière.

Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie travailliste est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors, tous les efforts de l'aristocratie travailliste au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de la destruction.

L'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, produit une situa-

tion dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment) une bureaucratie réformiste, que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue.

Ceci signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste les syndicats indépendants sont généralement impossibles ? Ce serait fondamentalement incorrect de poser la question de cette façon.

Impossibles sont les syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possibles sont les syndicats révolutionnaires qui, non seulement ne sont pas des soutiens de la police impérialiste, mais qui se posent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IVe Internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie de l'économie et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette

loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, en incluant la sphère du mouvement syndical. Le capitalisme impérialiste opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer durant la dernière période un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou), les leaders syndicaux sont, aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents soumis au parti conservateur.

En France, il n'y avait pas de places pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux, et comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la C.G.T. est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français (1).

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé par une période très mouvementée pendant ces dernières années. La montée du C.I.O. a montré avec évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale gauchiste à peine

---

(1) Note du traducteur : Il s'agissait alors de la C.G.T. dirigée par Jouhaux après l'exclusion des staliniens.

fondée tombait déjà sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et de la nouvelle, se réduit, dans une large mesure à une lutte pour la sympathie et l'appui de Roosevelt et de son cabinet.

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols. Dans les syndicats socialistes, tous les élément dirigeants qui, dans une certaine mesure, représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs leaders devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amoindrit pas sa signification. La guerre est la continuation de la politique. Elle favorise es développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite était dû à l'exacerbation des contradictions sociales et internationales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou étaient sensés comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer le jeu de l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouvement de masses, et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Ceci motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats. La caractéristique fondamentale, l'évolution vers le régime totalitaire, détermine tout le mouvement ouvrier du monde entier.

Nous devrions rappeler également la Hollande, où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour le capitalisme impérialiste, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste était elle aussi sous le contrôle du gouvernement impérialiste. Le secrétaire de l'organisation Sneevliet, en dépit de ses sympathies platoniques pour la IVe Internationale, était, comme député au parlement hollandais, en premier lieu intéressé à ce que les foudres du gouvernement ne s'abattent pas sur son organisation syndicale.

Aux Etats-Unis, le ministère du Travail, avec sa bureaucratie « gauchiste », s'est assigné comme tâche de subordonner le mouvement syndical à l'Etat démocratique et on doit dire que jusqu'à présent, cette tâche a été remplie avec quelques succès.

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part contre l'impérialisme étranger et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun, avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est bien indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante, vise à discipliner la classe ouvrière, à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats, en tant qu'organes de la lutte de classes, et à les remplacer par la bureau-

cratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats, et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale présente, qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé, avec une clarté spéciale, que l'anarchisme qui, au point de vue théorique, est toujours simplement du libéralisme poussé à son extrême, était en pratique une propagande pacifiste dans le cadre de la république démocratique, dont il recherche la protection. Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme système de mouvement de masses et d'action politique, ne représente que du matériel de propagande sous la protection pacifique de la légalité. Dans les moments de crise, les anarchistes font souvent l'inverse de ce qu'ils prêchent en temps de paix. Ce fait fut signalé par Marx lui-même au sujet de la Commune de Paris.

Et il se répéta à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une même organisation de masses ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière.

Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire, qui est la direction de la IVe Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle, et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVe Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible. »

Août 1940.

L. TROTSKY.

si tu veux manquer la révolution ne t'abonne pas à "liberation"

Journal de combat pour l'indépendance, le socialisme, et l'unilinguisme français!

(1 an: $2.00)

Nom ....

Adresse ....

Ville ....

(Envoyer à: B.P. 641, succ. "N", Montréal 129

(annonce)

CHEZ LE MEME EDITEUR: